

Nouvelle-Écosse

LA PANDÉMIE ACCENTUE LES DIFFICULTÉS COMMERCIALES EN 2020

En raison d'un certain nombre de facteurs exceptionnels, 2020 sera probablement plus difficile pour la Nouvelle-Écosse que pour les autres provinces de l'Atlantique; or, sa situation budgétaire relativement solide et son économie diversifiée devraient finir par énergiser sa reprise.

Malgré le succès évident remporté dans le confinement de la première vague de la COVID-19 — on n'a pas déclaré, depuis mai, plus de trois nouveaux cas par jour —, le marché du travail de la Nouvelle-Écosse n'a pas fait aussi bien que les autres régions relativement épargnées par la COVID. C'est ce dont témoigne sa structure industrielle : le commerce de gros et de détail est intervenu pour plus de 15 % dans l'emploi à temps plein l'an dernier — ce qui est supérieur à toutes les autres provinces —, et son repli de 16,2 % est jusqu'à maintenant pire que celui de toutes les autres provinces. Et à presque 6 %, l'hôtellerie et la restauration — bousculées par les mesures de confinement — ont représenté, l'an dernier, une plus large part que toutes les autres provinces canadiennes dans la population active à temps plein en Nouvelle-Écosse. Les réservations de chambres, qui se sont légèrement améliorées depuis le lancement de la Bulle de l'Atlantique, sont restées nettement inférieures aux niveaux de 2019, à l'approche de la saison intermédiaire de l'automne.

Le caractère mondial de ce repli vient aussi neutraliser les liens commerciaux diversifiés qui pourraient normalement constituer un coussin. Les exportations symboliques de la Nouvelle-Écosse à destination des États-Unis, de la Chine et de l'Europe ont toutes baissé fortement jusqu'en août. Pour augmenter cette difficulté, la léthargie des prix des produits de la mer s'est généralisée pendant la pandémie, et la papetière Northern Pulp dans le comté de Pictou a fermé ses portes avant la pandémie. Dans les huit premiers mois de 2020, les valeurs des livraisons externes pour l'activité essentielle de fabrication du papier ont perdu plus de 50 % par rapport aux niveaux du début de l'année. À plus long terme, la relation commerciale avec la Chine sera essentielle : on peut en effet dire que la Nouvelle-Écosse profite plus, que toutes les autres provinces canadiennes, des ventes à l'empire du Milieu (graphique).

En Nouvelle-Écosse comme dans l'Île-du-Prince-Édouard, les inconvénients potentiels de léthargie de la croissance de la population pourraient être considérables. L'immigration, la migration interprovinciale et l'attraction nette des résidents non permanents expliquent un sommet dans la croissance de la population en 2019 depuis presque 50 ans : sur le marché du travail, les résultats pour les nouveaux arrivants se sont généralement améliorés depuis 2015. À terme, il sera essentiel, pour cette province, d'harmoniser, dans un souci de sécurité, la reprise des courants de population et la nécessité de prévenir les éclosions pandémiques.

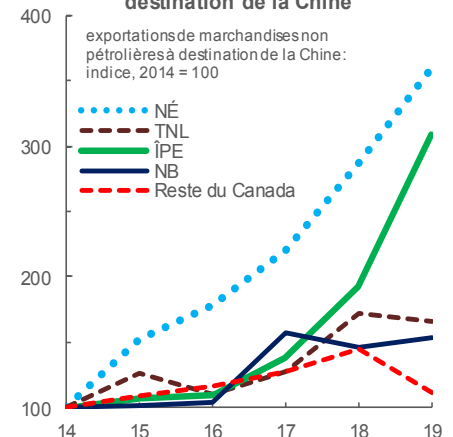
Une hausse considérable des plans de dépenses d'infrastructures devrait soutenir à court terme les perspectives de croissance de la Nouvelle-Écosse. Grâce au coup de pouce supplémentaire de presque 250 millions de dollars annoncé en juillet, les dépenses du plan d'immobilisations de la province devraient aujourd'hui se hisser à 1,3 G\$ environ (soit 2,9 % du PIB nominal de 2019) — ce qui représente une hausse de près de 90 % par rapport à l'EF 20. Cette augmentation pourrait permettre de combler le vide laissé par l'investissement atonique du secteur privé, et bien que cette augmentation donne lieu à des impératifs budgétaires, le gouvernement provincial est en voie d'éviter un fardeau sans précédent de sa dette dans la foulée de plusieurs excédents vigoureux et grâce à l'attention portée à la gestion de la dette avant la pandémie.

RENSEIGNEMENTS

Marc Desormeaux, économiste principal
416.866.4733
Études économiques de la Banque Scotia
marc.desormeaux@scotiabank.com

Perspectives économiques				
évolution annuelle en %, sauf indication contraire				
	19e	20p	21p	22p
PIB réel	2,1	-4,3	4,1	2,8
PIB nominal	3,0	-3,3	5,8	4,7
Emploi	2,2	-4,5	5,0	2,2
Taux de chômage, en %	7,2	10,0	8,3	7,2
Mises en chantier de logements, en milliers	4,7	4,5	3,9	4,0
IPC total	1,6	0,3	1,6	1,8

Croissance prépandémique exceptionnelle des exportations de la Nouvelle-Écosse à destination de la Chine



Malgré les difficultés de cette année, Halifax reste le carrefour du secteur des services le plus valorisé dans la région de l'Atlantique.

Dans cette région, les TIC, le secteur financier et les services professionnels, scientifiques et techniques représentent la plus large part de la production et de l'emploi en Nouvelle-Écosse. Grâce à une plus grande capacité pour le télétravail, ces industries — et, par le fait même, la province — seront probablement plus résilientes et pourront mieux résister à un confinement prolongé.

Tableau des prévisions provinciales : synthèse

(variation annuelle en %, sauf indication contraire)

	CA	NL	PE	NS	NB	QC	ON	MB	SK	AB	BC
PIB réel											
2010-19	2,2	0,9	2,2	1,0	0,7	1,8	2,2	2,1	2,1	2,5	2,8
2019*	1,7	4,0	4,5	2,1	1,0	2,7	1,6	1,0	-0,8	-0,6	2,8
2020p	-5,7	-6,8	-3,3	-4,3	-3,7	-6,0	-5,7	-3,1	-5,9	-7,3	-4,9
2021p	4,1	3,2	3,7	4,1	3,8	4,3	4,2	3,5	4,0	4,1	3,7
2022p	3,1	1,7	2,9	2,8	2,7	3,2	3,2	2,7	3,1	3,3	3,4
PIB nominal											
2010-19	3,9	3,3	4,0	2,7	2,8	3,8	4,0	3,9	3,2	3,5	4,5
2019e	3,6	4,0	4,5	3,0	2,9	4,6	3,8	2,8	2,5	0,7	4,4
2020p	-4,9	-8,8	-1,7	-3,3	-2,5	-4,1	-3,7	-2,0	-8,2	-10,0	-3,7
2021p	6,5	5,5	5,5	5,8	5,7	6,5	6,6	4,9	6,9	7,4	5,7
2022p	5,5	3,8	4,9	4,7	4,4	5,4	5,6	4,7	5,6	6,4	5,7
Emploi											
2010-19	1,3	0,5	1,4	0,4	-0,1	1,2	1,5	0,8	1,0	1,4	1,6
2019	2,1	0,6	2,7	2,2	0,8	1,8	2,9	0,9	1,8	0,5	2,6
2020p	-5,1	-6,2	-2,2	-4,5	-2,8	-4,8	-4,9	-3,2	-4,4	-6,4	-6,3
2021p	5,2	4,0	4,9	5,0	4,5	5,3	5,1	4,9	5,5	5,6	5,4
2022p	2,4	0,7	2,6	2,2	2,3	2,3	2,4	2,3	2,6	2,7	2,5
Taux de chômage (%)											
2010-19	6,9	13,0	10,5	8,6	9,3	7,0	7,0	5,5	5,2	6,2	6,1
2019	5,7	11,9	8,8	7,2	8,0	5,1	5,6	5,3	5,4	6,9	4,7
2020p	9,5	14,2	10,4	10,0	9,7	9,1	9,4	8,1	8,7	11,2	9,1
2021p	7,7	12,9	9,1	8,3	8,3	7,3	7,7	6,4	6,5	9,1	7,1
2022p	6,5	12,2	7,9	7,2	7,3	6,2	6,5	5,3	5,3	7,7	6,0
Mises en chantier de logements (en milliers d'unités)											
2010-19	201	2,2	0,8	4,2	2,7	44	70	6,6	6,0	31	34
2019	209	0,9	1,5	4,7	2,9	48	69	6,9	2,4	27	45
2020p	206	0,8	1,0	4,5	3,1	52	78	6,0	3,0	22	35
2021p	174	0,8	1,1	3,9	2,5	42	63	5,7	2,1	25	28
2022p	185	0,8	1,2	4,0	2,5	45	66	6,2	2,5	25	32
Ventes de véhicules automobiles (en milliers d'unités)											
2010-19	1 820	33	7	51	41	432	715	55	53	237	194
2019	1 917	34	8	53	41	454	788	53	46	227	214
2020p	1 568	29	7	43	35	381	625	46	40	186	177
2021p	1 800	32	7	50	41	434	714	54	47	218	204
2022p	1 908	33	8	53	43	462	759	56	49	231	215
Soldes budgétaires, exercice terminé le 31 mars (en M\$ CA)											
2019	-17 770	-1 386	-4	41	98	1 900	-8 672	5	-319	-12 152	-321
2020p**	-410 000	-1 838	-178	-853	-299	0	-38 538	-2 938	-2 130	-24 159	-12 792
2021p***	-125 000										
2022p	-75 000										

* D'après les estimations préliminaires du PIB par secteur dans toutes les provinces à l'exception du Québec et de l'Ontario. ** Le solde budgétaire de T.-N.-L. en 2020 ne tient pas compte d'une hausse ponctuelle des revenus découlant de l'incidence de l'Accord atlantique. ***Pour correspondre aux rapports américains, à partir du numéro d'août 2020 des Tableaux des prévisions de la Banque Scotia, les soldes du budget du gouvernement fédéral et des budgets des provinces du Canada pour l'EF 2020 2021 sont établis pour l'année civile 2020, et ceux de l'EF 2021 2022 le sont pour l'année civile 2021. Sources : Études économiques de la Banque Scotia, Statistique Canada, SCHL et Document budgétaires; chiffres du solde du budget du Québec après les transferts du Fonds des générations et de la réserve de stabilisation.

Le présent rapport a été préparé par Études économiques Scotia à l'intention des clients de la Banque Scotia. Les opinions, estimations et prévisions qui y sont reproduites sont les nôtres en date des présentes et peuvent être modifiées sans préavis. Les renseignements et opinions que renferme ce rapport sont compilés ou établis à partir de sources jugées fiables; toutefois, nous ne déclarons ni ne garantissons pas, explicitement ou implicitement, qu'ils sont exacts ou complets. La Banque Scotia ainsi que ses dirigeants, administrateurs, partenaires, employés ou sociétés affiliées n'assument aucune responsabilité, de quelque nature que ce soit, en cas de perte directe ou consécutive découlant de la consultation de ce rapport ou de son contenu.

Ces rapports vous sont adressés à titre d'information exclusivement. Le présent rapport ne constitue pas et ne se veut pas une offre de vente ni une invitation à offrir d'acheter des instruments financiers; il ne doit pas non plus être réputé constituer une opinion quant à savoir si vous devriez effectuer un swap ou participer à une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. L'information reproduite dans ce rapport n'est pas destinée à constituer et ne constitue pas une recommandation de swap ou de stratégie de négociation comportant un swap au sens du Règlement 23.434 de la Commodity Futures Trading Commission des États-Unis et de l'Appendice A de ce règlement. Ce document n'est pas destiné à être adapté à vos besoins individuels ou à votre profil personnel et ne doit pas être considéré comme un « appel à agir » ou une suggestion vous incitant à conclure un swap ou une stratégie de négociation comportant un swap ou toute autre transaction. La Banque Scotia peut participer à des transactions selon des modalités qui ne concordent pas avec les avis exprimés dans ce rapport et peut détenir ou être en train de prendre ou de céder des positions visées dans ce rapport.

La Banque Scotia et ses sociétés affiliées ainsi que tous leurs dirigeants, administrateurs et employés peuvent périodiquement prendre des positions sur des monnaies, intervenir à titre de chefs de file, de cochefs de file ou de preneurs fermes d'un appel public à l'épargne ou agir à titre de mandants ou de placeurs pour des valeurs mobilières ou des produits dérivés, négocier ces valeurs et produits dérivés, en faire l'acquisition, ou agir à titre de teneurs de marché ou de conseillers, de courtiers, de banques d'affaires et/ou de maisons de courtage pour ces valeurs et produits dérivés. La Banque Scotia peut toucher une rémunération dans le cadre de ces interventions. Tous les produits et services de la Banque Scotia sont soumis aux conditions des ententes applicables et des règlements locaux. Les dirigeants, administrateurs et employés de la Banque Scotia et de ses sociétés affiliées peuvent siéger au conseil d'administration de sociétés.

Il se peut que les valeurs mobilières visées dans ce rapport ne conviennent pas à tous les investisseurs. La Banque Scotia recommande aux investisseurs d'évaluer indépendamment les émetteurs et les valeurs mobilières visés dans ce rapport et de faire appel à tous les conseillers qu'ils jugent nécessaire de consulter avant de faire des placements.

Le présent rapport et l'ensemble des renseignements, des opinions et des conclusions qu'il renferme sont protégés par des droits d'auteur. Il est interdit de les reproduire sans que la Banque Scotia donne d'abord expressément son accord par écrit.

^{MD} Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse.

La Banque Scotia, de pair avec l'appellation « Services bancaires et marchés mondiaux », est une dénomination commerciale désignant les activités mondiales exercées dans le secteur des services bancaires aux sociétés, des services bancaires de placement et des marchés financiers par La Banque de Nouvelle-Écosse et certaines de ses sociétés affiliées dans les pays où elles sont présentes, dont Scotiabanc Inc., Citadel Hill Advisors L.L.C., The Bank of Nova Scotia Trust Company of New York, Scotiabank Europe plc, Scotiabank (Ireland) Limited, Scotiabank Inverlat S.A., Institución de Banca Múltiple, Scotia Inverlat Casa de Bolsa S.A. de C.V., Scotia Inverlat Derivados S.A. de C.V., lesquelles sont toutes des membres du groupe de la Banque Scotia et des usagers autorisés de la marque Banque Scotia. La Banque de Nouvelle-Écosse est constituée au Canada sous le régime de la responsabilité limitée et ses activités sont autorisées et réglementées par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada. Au Royaume-Uni, les activités de La Banque de Nouvelle-Écosse sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et assujetties à la réglementation de la Financial Conduct Authority et à la réglementation limitée de la Prudential Regulation Authority. Nous pouvons fournir sur demande les détails du périmètre de l'application, à La Banque de Nouvelle-Écosse, de la réglementation de la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni. Les activités de Scotiabank Europe plc sont autorisées par la Prudential Regulation Authority et réglementées par la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority du Royaume-Uni.

Les activités de Scotiabank Inverlat, S.A., de Scotia Inverlat Casa de Bolsa, S.A. de C.V. et de Scotia Derivados, S.A. de C.V. sont toutes autorisées et réglementées par les autorités financières du Mexique.

Les produits et les services ne sont pas tous offerts dans toutes les administrations. Les services décrits sont offerts dans les administrations dont les lois le permettent.